

COMMUNE DE VILLEBOUGIS (89)

Marchés publics de travaux

Procédure adaptée conformément aux articles
L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique

Objet de la consultation :

**Construction d'une station de traitement des eaux usées
(460 équivalents-habitants)**

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

Date limite de réception : 23/01/2026

Heure limite de réception : 12h00

Maîtrise d'oeuvre

Altereo - Agence de Montlhéry
119 Ter rue Paul Fort
91310 MONTLHERY
Tél : 01 69 74 14 00
Courriel : montlhery@altereo.fr

Maîtrise d'ouvrage

Mairie de VILLEBOUGIS
Route de Saint-Georges
89 150 Villebougis
Tél : 09 65 19 56 88
Courriel : mairie.villebougis@wanadoo.fr



Identification du document

Élément		
Titre du document	CCAP-STEU VILLEBOUGIS	
Nom du fichier	CCAP_STEU_VILLEBOUGIS.docx	
Version	01/12/2025 15:03:00	
Rédacteur		GD
Vérificateur		SEB

Sommaire

1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES – INTERVENANTS	7
1.1. Tranches et lots	7
1.2. Maîtrises d'ouvrage - Personnes responsables du Marché - Assistance à maîtrise d'ouvrage - Maîtrises d'œuvre	7
1.3. Coordination Sécurité et protection de la santé	7
1.4. Contrôle Technique	7
1.5. Entrepreneur	7
1.6. Confidentialité et mesures de sécurité	7
1.7. Documents contractuels	7
1.1.1. Pièces particulières :	8
1.1.2. Pièces générales :	8
2. CAUTIONNEMENT OU RETENUES DE GARANTIE - ASSURANCES	9
2.1. Cautionnement	9
2.2. Retenue(s) de garantie	9
2.3. Assurances	9
3. CONTROLE DES PRIX DE REVIENT	9
4. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DU TRAVAIL	11
5. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES	11
5.1. Répartition des paiements	11
5.2. Répartition des dépenses communes de chantier	11
5.3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes	11
5.3.1. Modalités d'établissement des prix	11
5.3.2. Caractéristiques des prix pratiqués	12
5.3.3. Documents concernant les prix à fournir au début des travaux	12
5.3.4. Travaux en régie	12
5.3.5. Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine	12
5.3.6. Approvisionnements	12
5.4. Variation dans les prix	12
5.4.1. Nature des prix	12
5.4.2. Mois d'établissement des prix	12

5.4.3. Choix des Index de référence	12
5.4.4. Actualisation ou révision provisoire.....	13
5.4.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée	13
5.5. Modalités de règlement des comptes.....	13
5.5.1. Décomptes et acomptes mensuels.....	13
5.5.2. Présentation des demandes de paiement	13
5.5.3. Délai global de paiement	14
5.6. Paiement des cotraitants	14
5.7. Paiement des sous-traitants.....	14
5.8. Suspension des délais de paiement.....	14
5.9. Vérifications des situations	15
6. AUGMENTATION DANS LA MASSE DES TRAVAUX – DECISION DE POURSUIVRE.....	15
7. REGLEMENT DU PRIX DES OUVRAGES OU TRAVAUX NON PREVUS	15
8. DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX.....	15
9. CHANGEMENT DANS L'IMPORTANCE DES DIVERSES NATURES D'OUVRAGES	15
10. PERTES ET AVARIES.....	16
11. DELAI D'EXECUTION	16
11.1. Délai d'exécution des travaux	16
11.2. Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution	17
11.3. Pénalités - primes d'avance	17
11.3.1. Pénalités de retard dans l'exécution des travaux	17
11.3.2. Pénalités de retard pour non-respect des obligations engendrées par la réglementation SPS.....	17
11.3.3. Pénalités pour absence aux réunions.....	17
11.3.4. Pénalités pour défaut de présentation des pièces du marché	17
11.3.5. Pénalités pour retard dans la remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE)	18
11.3.6. Primes d'avance	18
11.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	18
11.5. Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution	18
12. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	18
12.1. Retenue de garantie	18

12.2. Avance	19
12.2.1. Conditions de versement et de remboursement	19
12.2.2. Garanties financières de l'avance	19
12.3. Avance facultative	19
13. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	19
13.1. Provenance des matériaux et produits	19
13.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	19
13.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	20
13.3.1. Essais sur le chantier de qualité des matériaux	20
13.3.2. Essais avant livraison sur le chantier de qualité des matériaux	20
13.3.3. Autres essais de qualité des matériaux	20
13.4. Vérification quantitative des matériaux et produits	20
13.5. Qualité des matériaux et produits - Application des normes	20
14. IMPLANTATION DES OUVRAGES	20
14.1. Piquetage général	20
14.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	20
15. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	21
15.1. Connaissances des lieux et des conditions de travail	21
15.2. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	21
15.3. Plans d'exécution - Notes de calcul - Études de détail	22
15.4. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail	22
15.5. Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur	22
16. INSTALLATION, ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS	22
16.1. Installations des chantiers de l'entreprise	22
16.2. Sécurité et protection de la santé sur le chantier	22
16.3. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique	23
16.4. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux	23
16.5. Gestion des déchets de chantier	24
17. DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES	24
18. DOMMAGES DIVERS CAUSES PAR LA CONDUITE DES TRAVAUX OU LES MODALITES DE LEUR EXECUTION	24

19. MESURES D'EVICITION A L'ENCONTRE DU PERSONNEL	24
20. ENLEVEMENT DU MATERIEL ET DES MATERIAUX SANS EMPLOI	24
21. MATERIAUX, OBJETS ET VESTIGES TROUVES SUR LE CHANTIER	25
22. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	25
22.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	25
22.2. Réception	25
22.2.1. Principe général	25
22.2.2. Dispositions particulières	25
22.3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	26
22.4. Documents fournis après exécution.....	27
22.5. Garanties de parfait achèvement	27
22.6. Garanties particulières	27
23. ASSURANCE EN COURS DE TRAVAUX.....	28
23.1. Assurance tous risques chantier	28
23.1.1. Pendant la période de construction :	28
23.1.2. Pendant la période de maintenance et d'exploitation commune :	28
23.2. Assurance de responsabilité.....	29
23.3. Assurance dommages – ouvrages	29
23.4. Assurance décennale en capitalisation	29
23.5. En cas de sinistre en cours de chantier.....	29
23.6. Responsabilité de l'entrepreneur	30
24. RESILIATION DU CONTRAT	30
24.1. Conditions de résiliation.....	30
24.2. Redressement ou liquidation judiciaire	30
25. REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES.....	31
26. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	31

1. Objet du marché – Dispositions générales – intervenants

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (libellé CCAP) concernent les travaux ou les ouvrages décrits au travers du CCTP.

À défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au Marché seront valablement portées au pouvoir adjudicateur respectif, jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître au maître de l'ouvrage l'adresse du domicile qu'il a élu.

Il est précisé que l'autorité compétente pour fournir les renseignements énumérés à l'Article 6 du décret-loi d'octobre 1935 est le représentant légal du Maître d'Ouvrage.

Le comptable public chargé des paiements est : La Trésorerie de Sens

1.1. Tranches et lots

Les travaux ne font pas l'objet d'un découpage en tranche(s) et ni en lot(s).

1.2. Maîtrises d'ouvrage - Personnes responsables du Marché - Assistance à maîtrise d'ouvrage - Maîtrises d'œuvre

Le Maître d'Ouvrage est la commune de **VILLEBOUGIS**, la personne responsable du Marché est **Monsieur Marcel MILACHON, (Maire)**.

L'Assistance à Maîtrise d'ouvrage est assurée par : l'Agence Technique Départementale 89 (Madame Aude FLEURY)

La Maîtrise d'œuvre est assurée par **ALTEREO**, Monsieur Guillaume DEBAECKER.

1.3. Coordination Sécurité et protection de la santé

Sans objet

1.4. Contrôle Technique

L'opération à réaliser n'est pas soumise au contrôle technique prévu par la loi du 4 janvier 1978 relative à l'assurance construction.

1.5. Entrepreneur

L'entrepreneur désignera dès la notification du marché la personne physique qui le représentera pendant l'exécution des travaux.

1.6. Confidentialité et mesures de sécurité

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des mesures de sécurité.

1.7. Documents contractuels

Les pièces constitutives du Marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1.1.1. Pièces particulières :

- Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles ;
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seule foi,
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF),
- Planning prévisionnel des travaux (établi par le titulaire au stade de l'offre).
- Mémoire technique du candidat,

1.1.2. Pièces générales :

Les pièces générales (notamment CCAG et fascicules en vigueur, ...) ne sont pas jointes au marché. Le Titulaire du marché ne pourra en aucun cas invoquer l'ignorance de celles-ci pour se dérober aux indications qui y sont contenues.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au chapitre 6.3 du présent document et notamment :

- le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux, suivant la composition fixée par le dernier décret paru au jour d'établissement des prix, et en particulier les fascicules suivants :
 - Fascicule 2 Terrassements généraux
 - Fascicule 25 Exécution des corps de chaussées
 - Fascicule 35 Aménagements paysagers - Aires de sports et de loisirs de plein air
 - Fascicule 62 titre V Règles techniques de conception et de calcul des fondations des ouvrages de génie civil
 - Fascicule 63 Exécution et mise en œuvre des bétons non armés, confection des mortiers
 - Fascicule 68 Exécution des travaux de fondation des ouvrages de génie civil.
 - Fascicule 70 Ouvrages d'assainissement
 - Fascicule 71 Fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau
 - Fascicule 73 Equipement hydraulique, mécanique et électrique des stations de pompage d'eaux
 - Fascicule 81 Conception et exécution d'installations de traitement d'épuration d'eaux usées
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les fascicules du CPC applicables aux marchés de travaux publics relevant des services du Ministère en charge de l'Equipeement, de l'Aménagement du Territoire, et des Transports ;
- Les normes françaises UTE (électricité), AFNOR (autres domaines) en application de la réglementation européenne existante et à défaut, normes françaises homologuées ou normes étrangères équivalentes ;

- Les normes AFNOR relatives à l'assurance de la qualité et en particulier la norme NF EN 29001 relative à l'assurance de la qualité en conception/développement, production, installation et soutien à la vente.
- Les normes AFNOR relatives aux travaux à proximité des réseaux, et en particulier la norme NF S 70-003-01 relative à la prévention des dommages et de leurs conséquences ;
- la loi du 31 Décembre 1993 modifiant les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de bâtiment et de Génie Civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs ;
- la loi 78-12 du 4 Janvier 1978 sur la responsabilité et l'assurance dans le domaine de la construction et l'ensemble des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;
- l'Ordonnance n°2015-899 du 23 Juillet 2015 et le Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 abrogeant le Code des Marché Publics.

2. Cautionnement ou retenues de garantie - assurances

2.1. Cautionnement

Sans objet.

2.2. Retenue(s) de garantie

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

2.3. Assurances

Il ne sera alloué à l'entreprise aucune indemnité en raison de pertes, avaries ou dommages occasionnés par négligence, imprévoyance, défauts de moyens ou fausses manœuvres. L'entrepreneur est tenu, pendant toute la durée des travaux, de garantir à ses frais, son matériel, ses installations, les matériaux approvisionnés par lui et les ouvrages qu'il aura exécutés, contre tous vols, détournements, dégradations ou destructions de toutes natures, et d'indemniser personnellement tous tiers du préjudice qui pourrait être occasionné de ces faits.

3. Contrôle des prix de revient

Le présent marché est un marché à prix forfaitaires.

L'entrepreneur fera son affaire personnelle des difficultés rencontrées ainsi que des quantités de matériaux à mettre en œuvre pour réaliser l'ensemble des travaux conformément aux plans établis.

Le prix accepté par l'entreprise qui sert de base au présent marché, est établi par cette dernière, au moyen de ses propres calculs, après avoir pris connaissance des lieux, du sol et du sous-sol où doivent être exécutés les travaux.

Les prix forfaitaires remis par l'entreprise seront établis pour tenir compte des faux frais, droits et impôts, assurance, bénéfices de l'entreprise et tous aléas dont certains sont rappelés ci-après :

- Les indemnités de dommages résultant de l'extraction, du transport, du dépôt des matériaux, de l'exécution des ouvrages et des accidents, de toute nature, causés par les travaux ;
- Les frais de protection et de signalisation de chantier : itinéraire à emprunter, lavage de camions, nettoyage éventuel de la voie publique, signalisations temporaires et de déviation,
- Les frais et sujétions relatif à l'écoulement et à l'épuisement des eaux de surface ou souterraines, y compris la reprise de drains et de canalisations occultes existants en qualité de servitude ou non.
- Les frais relatifs aux divers essais et contrôles définis dans le CCTP, les démarches d'autorisation de raccordements et d'ouverture de travaux,
- Les frais d'implantation, de nivellement et d'études d'exécution pour la réalisation de tous les ouvrages ;
- Toutes les dépenses occasionnées par les sujétions résultant de l'ordre dans lequel le maître d'œuvre déciderait d'exécuter les tâches ou les changements qui pourraient être prescrits dans l'ordre ou la marche de travaux ;
- Les frais occasionnés par l'interruption des travaux, du fait des intempéries, reconnues ou non reconnues ;
- Toutes dépenses résultant des sujétions entraînées par la présence des conduites existantes, indiquées ou non, aux plans (fuite d'eaux, de gaz, etc....), l'entrepreneur devra assurer la protection des divers ouvrages et réseaux pendant les travaux et permettre le libre accès aux véhicules ;
- Les frais afférents aux détournements ou aux raccordements de canalisations occultes, tels que drainage ;
- Les sujétions dues à l'itinéraire adopté pour les transports à l'intérieur du chantier et les frais de maintien en bon état de propreté des voies empruntées ;
- Les frais et sujétions entraînés par la découverte d'ouvrages souterrains existants ou de canalisations existantes ;
- Les frais et sujétion entraînés par le travail simultané d'autres entreprises sur le même chantier ;
- Les frais résultants de la mise à niveau, dans la phase définitive d'exécution des travaux, des tampons, cadres et plaques qui recouvrent les regards et les divers ouvrages d'assainissement, d'alimentation en eau ou réseau téléphonique, etc.....
- Les frais relatifs aux divers essais et contrôles qui peuvent être demandés soit par le maître d'œuvre, soit par les administrations, pour se conformer aux prescriptions figurant aux documents techniques.
- L'exécution de tous les sondages complémentaires susceptibles de renseigner l'entrepreneur, sur la nature ou le contenu du sous-sol ;
- Les frais afférents à l'exécution des travaux, de toutes nature, que ce soit en terrain bouillant, argileux ou inconsistant, et quels que soient les moyens utilisés ;
- Les frais afférents au curage des réseaux d'égouts en fin de chantier avant la réception, ainsi qu'à une inspection caméra de l'ensemble des réseaux, après nettoyage de ceux-ci ;
- Les frais afférents au contrôle d'étanchéité des réseaux d'assainissement ;
- Les frais entraînés par des réalisations et interventions en plusieurs phases ;
- Les frais relatifs à l'exécution des plans de détails qui seront établis sous la responsabilité de l'entrepreneur, ainsi que les notes de calcul, notice de fonctionnement, etc...., qui pourront être réclamés par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre, après la remise de ces documents.
- Les frais relatifs à l'établissement des plans de récolement des réseaux et à la fourniture de quatre exemplaires de ces plans.
- Les frais relatifs aux installations de chantier : bureau de chantier qui sera installé pour les réunions hebdomadaires pendant toute la durée des travaux, signalisation de l'opération, protections diverses, etc....

L'entrepreneur ne pourra, en aucune façon, se prévaloir de la méconnaissance de l'état du terrain, de la mauvaise saison et de la difficulté des travaux à exécuter, pour revenir sur ses prix.

4. Protection de la main d'œuvre et conditions du travail

Application de la législation en vigueur (Code, Texte, Décret ...).

5. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES

5.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé :

- soit à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ;
- soit au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5.2. Répartition des dépenses communes de chantier

Les dispositions de l'Article 10 du C.C.A.G. sont applicables.

5.3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

5.3.1. Modalités d'établissement des prix

Les prix du Marché sont hors T.V.A.

Ils sont établis en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels repris ci-dessous :

Nature du phénomène	Élément déclencheur
Gel	< 0°C pendant 2 heures sur la période 6H00 – 18H00
Pluie	> 15 mm/j
Vent	> 72 km/h
Neige	> 3 cm/j
Venue d'eau dans la fouille (depuis le terrain)	> 25 m³/h
Inondation	Chantier inaccessible
Barrières de dégel	Selon arrêté préfectoral

5.3.2. Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du Marché sont réglés :

- Par un Détail du Prix Global et Forfaitaire (D.G.P.F).

5.3.3. Documents concernant les prix à fournir au début des travaux

- Détail du Prix Global et Forfaitaire (D.G.P.F)

5.3.4. Travaux en régie

Sans objet.

5.3.5. Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine

Sans objet.

5.3.6. Approvisionnements

Les approvisionnements dans les ateliers de l'entrepreneur ou sur chantier ne peuvent pas figurer dans les décomptes de travaux.

5.4. Variation dans les prix

5.4.1. Nature des prix

Compte tenu des délais d'exécution, les prix seront révisables selon les modalités fixées ci-après.

5.4.2. Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date limite remise des offres : ce mois est appelé « mois zéro » ou m0.

5.4.3. Choix des Index de référence

L'index de référence retenu pour l'application des coefficients de révision est le suivant :

$I_m = (0,4 \times TP03) + (0,3 \times TP10a) + (0,2 \times BT06) + (0,1 \times BT47)$ Avec :

I_m : Indice de référence

TP03 : Terrassements Généraux

TP10a : Canalisations

BT06 : Ossature, ouvrages en béton armé

BT47 : Indice du bâtiment – électricité

5.4.4. Actualisation ou révision provisoire

Lorsque le marché comporte une clause de variation de prix, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause doit être appréciée au plus tard à la date de réalisation des prestations telle que prévue par le marché, ou à la date de leur réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsque la valeur finale des références n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte ou un paiement partiel définitif, la personne publique procède à un règlement provisoire sur la base des dernières références connues.

Le paiement calculé sur la base des valeurs finales de référence intervient au plus tard trois mois après la date à laquelle sont publiées ces valeurs.

Lorsque les avances sont remboursées par précompte sur les sommes dues à titre d'acompte ou de solde, le précompte est effectué après application de la clause de variation de prix sur montant initial de l'acompte ou du solde.

5.4.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

5.5. Modalités de règlement des comptes

5.5.1. Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général douze jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant la révision du solde.

5.5.2. Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 12.1 du CCAG-Travaux et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article L613-7 du Code de la sécurité sociale.
- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;

- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;

5.5.3. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titre du présent marché devra intervenir dans le délai global de 30 jours.

Le point de départ du délai de paiement des acomptes est fixé à la date de la réception par le Maître d'œuvre de la demande de paiement émise par le Titulaire du marché, accompagnée des justifications nécessaires. Le point de départ du délai de paiement du solde est fixé à la date de réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage.

Le taux des intérêts moratoires est celui fixé à l'article 8 du décret 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Par ailleurs, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40 €.

5.6. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

5.7. Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

5.8. Suspension des délais de paiement

Si du fait du Titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de vérifications ou à toutes les opérations nécessaires au mandatement, le délai de paiement est suspendu.

La suspension ne peut intervenir qu'une seule fois et par l'envoi par le Maître d'Ouvrage au Titulaire, huit jours au moins avant l'expiration du délai de paiement, d'une lettre recommandée avec avis de réception postal, lui faisant connaître les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au mandatement et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter. Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement.

La suspension débute au jour de réception par le Titulaire de cette lettre recommandée.

Elle prend fin au jour de réception par le Maître d'Ouvrage de la lettre recommandée, avec demande d'avis de réception postal envoyée par le Titulaire, comportant la totalité des justifications qui lui ont été réclamées ainsi qu'un bordereau des pièces transmises.

Le nouveau délai global de paiement à la fin de la suspension est au minimum de 30 jours ou bien égal au délai restant à courir si celui-ci est supérieur à 30 jours.

5.9. Vérifications des situations

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par voie dématérialisée. Lors du dépôt, l'entreprise prévient immédiatement par mail avec accusé de réception le Maître d'œuvre du dépôt du projet de décompte.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel, devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître de l'ouvrage en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

Si une telle modification n'intervient pas dans le même délai de sept jours, à compter de la réception de la demande du titulaire, ce dernier dispose de la faculté d'en informer le maître de l'ouvrage, qui doit alors procéder au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

A noter par ailleurs qu'en cas de contestation sur le montant de l'acompte, le maître de l'ouvrage règle de la même manière les sommes admises par le maître d'œuvre. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément.

6. Augmentation dans la masse des travaux – Décision de poursuivre

Conformément au CCAG Travaux le titulaire devra aviser le maître d'ouvrage et le maître d'ouvrage, trente jours au moins à l'avance, de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel.

Le cas échéant, la poursuite éventuelle de l'exécution des prestations sera ordonnée par une décision de poursuivre du Maître d'Ouvrage ou par un avenant qui sera notifié à l'entrepreneur par le Maître d'Ouvrage.

7. Règlement du prix des ouvrages ou travaux non prévus

Sans objet

8. Diminution dans la masse des travaux

Cf. CCAG travaux

9. Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages

Cf. CCAG Travaux

10. Pertes et avaries

L'Article 3.3 du présent C.C.A.P. prévaut à l'Article 11.

11. Délai d'exécution

11.1. Délai d'exécution des travaux

Ce délai figure dans l'Acte d'Engagement. Il comprend la période de préparation définie à l'article 28.1 du CCAG-Travaux et le délai d'exécution des travaux défini à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux :

- **Période de préparation** : engagée par l'ordre de service (OS) prescrivant le commencement de la période de préparation.
- **Exécution des travaux** : engagée par un ordre de service (OS) de démarrage de la phase de réalisation des travaux qui correspond à l'autorisation de pénétrer sur site pour démarrage des travaux par le Titulaire. Cet ordre de service sera émis à l'issue de l'approbation par le Maître d'œuvre des études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux (au minimum : plans guides, plans process, plans de terrassement, spécifications techniques des équipements).

Les durées de la période de mise au point et d'observation indiquées dans l'Acte d'Engagement et dans les CCTP sont des durées minimales et sont incluses dans le délai d'exécution global.

L'exécution du marché débute à compter de la date de notification du contrat. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Le délai d'exécution peut être prolongé dans les cas prévus à l'article 18.2 du CCAG-travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa. 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Élément déclencheur
Gel	< 0°C pendant 2 heures sur la période 6H00 – 18H00
Pluie	> 15 mm/j
Vent	> 72 km/h
Neige	> 3 cm/j
Venue d'eau dans la fouille (depuis le terrain)	> 25 m³/h
Inondation	Chantier inaccessible
Barrières de dégel	Selon arrêté préfectoral

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique disponible la plus proche du lieu des travaux.

La prolongation du délai d'exécution éventuellement accordée sera notifiée au Titulaire par ordre de service, sur présentation au Maître d'Œuvre au plus tard avec le dernier décompte provisoire, d'un état récapitulatif accompagné de toutes les pièces justificatives nécessaires.

Cette prolongation pour intempéries hormis le cas des intempéries exceptionnelles visées ci-dessus et relevant de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux n'ouvre pas droit à indemnisation particulière du Titulaire.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 1 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 10 jours.

Le délai d'exécution des prestations est laissé à l'initiative du candidat qui devra les préciser à l'acte d'engagement, sans toutefois dépasser les délais plafonds correspondants.

11.2. Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'œuvre après consultation des titulaires dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution.

Ce calendrier met en évidence les tâches à accomplir et leur enchaînement et pour chacune d'entre elles, les durées et les dates de début et de fin (au plus tôt et au plus tard) ainsi que les marges disponibles pour leur exécution. Après acceptation par chaque titulaire, dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation, il est visé par le maître d'œuvre puis notifié aux titulaires.

Au cours du chantier et avec l'accord du ou des titulaires concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution d'ensemble fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service aux titulaires.

11.3. Pénalités - primes d'avance

11.3.1. Pénalités de retard dans l'exécution des travaux

Les stipulations du C.C.A.G. sont seules applicables (Article 20 du C.C.A.G.).

Les pénalités encourues en cas de dépassement des délais contractuels sont par dérogation à l'article 20.2 du CCAG-travaux fixées à 1/ 3000ème du montant du marché ou de la tranche considérée par jour calendaire de retard, avec un minimum de 500 euros HT/j. Ces pénalités interviendront de plein droit sur simple constatation du retard par le Maître d'œuvre et sans qu'il soit besoin pour celui-ci d'adresser à l'Entreprise une mise en demeure préalable.

Conformément à l'article 20.2.1 du CCAG, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 20.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

11.3.2. Pénalités de retard pour non-respect des obligations engendrées par la réglementation SPS

Une pénalité forfaitaire de **mille euros (1 000 €)** sera appliquée pour tout défaut du non-respect des obligations engendrées par la réglementation SPS.

11.3.3. Pénalités pour absence aux réunions

Toute absence injustifiée aux réunions et non signalée au maître d'œuvre ou à la maîtrise d'ouvrage sera sanctionnée d'une pénalité forfaitaire de **deux cents cinquante euros (250 €)**.

11.3.4. Pénalités pour défaut de présentation des pièces du marché

L'équipe chargée de la réalisation des travaux devra disposer en permanence sur le site d'une copie du dossier de marché (y compris plans de projet et schémas de principe) et des plans d'exécution.

Chaque défaut de présentation de ces documents fera l'objet d'une pénalité forfaitaire de **cent euros (100 €)**.

11.3.5. Pénalités pour retard dans la remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Une pénalité forfaitaire de **cinq-cents euros (500 €)** sera appliquée par jours calendaire de retard au regard du défaut de remise du dossier des ouvrages exécutés dans les délais prévus au travers du CCAG travaux.

11.3.6. Primes d'avance

Le versement de primes d'avance n'est pas prévu au Marché.

11.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les travaux concernant des infrastructures et des parcelles autres que communales. Des états des lieux contradictoires seront effectués avant et après l'exécution des travaux concernés, en présence du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'entrepreneur, et des organismes concernés.

11.5. Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Par dérogation à l'Article 40 et à l'Article 20 alinéa 5 du C.C.A.G., l'entrepreneur doit remettre au maître d'œuvre la totalité du dossier de récolement au plus tard lorsqu'il demande la réception. Le détail des plans et des autres documents constituant ce dossier de récolement ainsi que le délai imparti pour sa fourniture au maître d'œuvre sont précisés dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard, une pénalité sera appliquée, dans les conditions stipulées à l'Article 20.5 du C.C.A.G., sur les sommes dues à l'entrepreneur.

12. Clauses de financement et de sureté

12.1. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

12.2. Avance

12.2.1. Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

12.2.2. Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

12.3. Avance facultative

Il n'est pas accordé d'avance facultative.

13. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

13.1. Provenance des matériaux et produits

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est déjà pas fixé par les pièces générales constitutives du Marché, ou déroge aux dispositions desdites pièces.

13.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

13.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

13.3.1. Essais sur le chantier de qualité des matériaux

Les modalités relatives aux essais, épreuves ou vérifications à faire effectuer sur certains matériaux ou produits sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

13.3.2. Essais avant livraison sur le chantier de qualité des matériaux

Sans objet.

13.3.3. Autres essais de qualité des matériaux

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le Marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés par l'application d'un prix de bordereau ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître de l'ouvrage.

13.4. Vérification quantitative des matériaux et produits

A l'appréciation du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre.

13.5. Qualité des matériaux et produits - Application des normes

Tous matériaux et produits mis en place doivent porter la norme NF – EN.

L'entreprise titulaire du marché devra présenter avant l'exécution des ouvrages l'ensemble des fiches d'agrément des matériaux qui seront mis en œuvre.

14. Implantation des ouvrages

14.1. Piquetage général

Le piquetage général est effectué contradictoirement avec le Maître d'œuvre par l'entrepreneur à ses frais avant le commencement des travaux pour tous les ouvrages et canalisations d'assainissement dans les conditions ci-dessous :

- Conformément à l'Article 27 du C.C.A.G.
- Avec le degré de précision indiqué au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

14.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué dans les conditions prévues au CCTP par l'entrepreneur, à ses frais.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, l'entrepreneur doit, dix jours (10) au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

15. Préparation, coordination et exécution des travaux

15.1. Connaissances des lieux et des conditions de travail

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement des travaux, des conditions générales et locales et, particulièrement, des conditions relatives aux moyens de communication et de transport, de stockage des matériaux, aux disponibilités en main-d'œuvre, en eau, en énergie électrique et de toutes conditions physiques relatives au lieu des travaux, à la topographie et à la nature du terrain, aux caractéristiques de l'équipement et à tous les autres éléments pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues et qui pourraient en quelque manière influencer sur les travaux et sur les prix de ceux-ci.

Le Titulaire reconnaît en outre avoir une connaissance complète de la nature du sol et du sous-sol au vu des études disponibles et de celles qu'il aura effectuées en sus dans le cadre de la consultation et en phase de préparation.

Par ailleurs, le Titulaire reconnaît avoir une connaissance complète des installations existantes et de leurs conditions de fonctionnement et en outre, avoir apprécié les spécificités qui s'attachent à la présence de sols pollués.

Les conséquences des erreurs et carences du Titulaire dans l'utilisation des renseignements mis à disposition ne pourront que demeurer à sa charge.

15.2. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Le C.C.T.P. détaille les conditions d'autorisation, d'accès et de préparation du chantier.

Il est fixé une période de préparation comprise dans le délai d'exécution. Sa durée est de six (6) semaine au maximum et part à compter de la date de réception de l'ordre de service (OS) prescrivant de préparer les travaux.

Une réunion de préparation du chantier aura lieu, regroupant Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre, conducteur d'opération, concessionnaires des services publics et entrepreneurs.

Les différents points à traiter seront notamment :

- **Point 1 :** la présentation par l'entreprise de l'organisation générale du chantier, et notamment le rôle respectif de chacun.
- **Point 2 :** la validation du choix des matériaux et des fournitures et, s'il y a lieu, la réalisation de planches d'essai pour la mise en œuvre du compactage.
- **Point 3 :** la prise en compte des différentes contraintes (circulation, voirie, autres services publics, implantation des réseaux et ouvrages existants, position des raccordements, constats préalables avec les riverains par un expert auprès des tribunaux).
- **Point 4 :** les conditions d'installation du chantier, du stockage, du bardage et le choix de la décharge.
- **Point 5 :** si nécessaire, en complément du mémoire justificatif fourni lors de l'appel d'offres, la mise au point pour chaque phase du chantier :
 - Des procédures techniques et des mesures préventives.
 - Des consignes d'exécution pour le personnel, orales ou écrites.
- **Point 6 :** la définition préalable du plan de suivi et de contrôle du chantier comprenant :
 - L'identification des points sensibles, qui méritent une attention particulière et feront l'objet d'un contrôle, notamment ceux nécessitant soit l'information préalable au Maître d'œuvre, soit son accord formel pour la poursuite du chantier.
 - Le type de contrôle à effectuer et la désignation des personnes qui en sont chargées (ouvriers, chef

de chantier ou contrôle externe).

- Les documents de suivi, dont ceux à produire après contrôle.
- L'organisation à adopter pour la gestion du chantier en cas de non-conformité.

- **Point 7** : le calendrier de l'exécution des travaux et des réunions de chantier.

Un procès-verbal des décisions prises récapitulant l'ensemble de ces points sera dressé par l'entreprise et tiendra lieu de plan qualité. Il doit être validé par le Maître d'œuvre avant démarrage du chantier.

15.3. Plans d'exécution - Notes de calcul - Études de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques devant être établis par l'entrepreneur sont soumis, avec les notes de calcul correspondantes, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception.

15.4. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes, rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier, ne peut excéder 10 % et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

15.5. Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur

La responsabilité de la garde du chantier et des risques qui en découlent, est à la charge de l'entrepreneur.

16. Installation, organisation, hygiène et sécurité des chantiers

Outre les stipulations du C.C.T.P. en matière d'organisation, de sécurité et d'hygiène des chantiers, il est précisé les points suivants :

16.1. Installations des chantiers de l'entreprise

L'entrepreneur mettra à la disposition du Maître d'œuvre, un bureau de chantier avec le mobilier nécessaire pour la tenue des réunions de chantier, l'étude de plans et la rédaction de notes et rapports.

Les lieux seront remis en état avant l'expiration du délai d'exécution.

16.2. Sécurité et protection de la santé sur le chantier

Il est fait application des dispositions de la Loi n° 93-1418 du 13 décembre 1993 et de son décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatifs à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le Code du Travail.

Dans ce cadre, l'opération, objet du présent Marché, relève de la catégorie 3 au sens du Code du Travail (Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993) et certains compléments sont apportés au C.C.A.G.

- **Principes généraux :**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent Marché sous le nom de « Coordonnateur S.P.S. ».

- **Autorité du coordonnateur S.P.S. :**

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre sans délai, et par tous les moyens, de toutes violations par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur le chantier.

En cas de danger grave ou imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

- **Moyens donnés au coordonnateur S.P.S. :**

- ◆ Pour assurer sa mission, le coordonnateur a libre accès au chantier.
- ◆ Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :
 - Tous documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé sur le chantier ;
 - La liste tenue à jour des personnes autorisées sur le chantier ;
 - Dans les 15 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
 - Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, quel que soit leur rang ; il tient à sa disposition les contrats de sous-traitance ;
 - Les copies de déclaration d'accident du travail ;
 - La date et la nature des réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises ;
 - La date et la nature de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.
- ◆ Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants définies au P.G.C.S.P.S. et à viser toutes les observations consignées dans le registre journal.
- ◆ Le titulaire donne suite pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au Maître d'œuvre.
- ◆ Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

16.3. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La mise en place et la maintenance de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire des chantiers de jour comme de nuit dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique seront réalisées par l'entrepreneur, sous sa responsabilité et à ses frais, en accord avec le gestionnaire de la voirie suivant les dispositions de l'Article 31.6 du C.C.A.G. Travaux sous le contrôle du Maître d'œuvre suivant les prescriptions du Maire, ou de la Direction Départementale de l'Équipement (Etat, Conseil Général).

En particulier, l'entrepreneur est responsable de la signalisation et de la sécurité de l'accès au chantier.

La fourniture des panneaux et des dispositifs de signalisation (information et police) est à la charge de l'entrepreneur.

En aucun cas, la circulation automobile ne pourra être interrompue.

16.4. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

L'entrepreneur devra conduire les travaux de manière à assurer la permanence de l'écoulement des eaux pendant la durée du chantier.

16.5. Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

17. Dégradations causées aux voies publiques

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières, visées à l'Article 34 du C.C.A.G. qui sont à respecter par l'entrepreneur pour les transports routiers ou par les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux, sont les suivantes :

- ♦ Les voies publiques ou non utilisées par les camions de transport de matériaux ou des déblais devront être maintenues en parfait état de propreté. Le poids total en charge des camions de transport ne devra pas dépasser les normes en vigueur et arrêtés de circulation fixés par le gestionnaire ou le propriétaire de la voie empruntée. Si le titulaire ne se conforme pas entièrement à toutes les stipulations imposées, il supporte seul la charge des contraventions ou réparations.
- ♦ Compte tenu de certains impératifs municipaux ou routiers, l'itinéraire des camions de transport pourra être imposé à l'entrepreneur par le Maître d'œuvre sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité.

18. Dommages divers causes par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

Tous dommages causés par la conduite des travaux et ses modalités d'exécution, à des bâtiments, objets et biens d'autrui sont à la charge de l'entrepreneur.

19. Mesures d'éviction à l'encontre du personnel

Sans objet.

20. Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi

L'entrepreneur est tenu de débarrasser le chantier des matériaux (regards, tuyaux, etc...) non employés à la fin de celui-ci.

La réception des travaux sans réserve ne sera prononcée que si le repliement du matériel et la remise en état des lieux ont été réalisés.

21. Matériaux, objets et vestiges trouvés sur le chantier

Tous matériaux, objets divers et vestiges présents ou trouvés sur le chantier sont la propriété de la collectivité

22. Contrôles et réception des travaux

22.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages sont prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P. et sont assurés :

- Sur le chantier, par l'entrepreneur contradictoirement avec le Maître d'Ouvrage ou le bureau de contrôle technique, en ce qui concerne les ouvrages ou parties d'ouvrages en béton armé, les terrassements et les réseaux, etc.
- Sur le chantier, par le Maître d'Ouvrage, en ce qui concerne les Ouvrages ou parties d'ouvrages ci-après :
 - Ouvrages béton armé (mise en place des ferraillages et des coffrages),
 - Electromécanique (contrôle de fonctionnement in situ et mise en place).
- En laboratoire par un organisme agréé à la charge de l'entrepreneur pour les essais sur éprouvette béton.
- En usine par l'entrepreneur ou ses fournisseurs pour les équipements.

Les dispositions de l'article 24 du C.C.A.G. et de l'article 6.3 ci-dessus relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché. Ils seront à la charge de l'entreprise, le programme étant dans chaque cas défini par le maître d'ouvrage, de même que l'organisme chargé de les réaliser.

22.2. Réception

22.2.1. Principe général

La réception de l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserve, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du C.C.A.G.

La date de réception sera unique pour tous les corps d'état.

22.2.2. Dispositions particulières

22.2.2.1. Constat d'achèvement des travaux

Il est prononcé dans les conditions décrites au C.C.T.P.

Pendant toute la période précédant le constat d'achèvement, les installations sont sous la responsabilité et la garde de l'entrepreneur. La fourniture éventuelle d'énergie, de réactif, l'entretien et le maintien en état des ouvrages et installations sont à la charge de l'entrepreneur.

22.2.2.2. Mise en route des installations

Après réception du constat d'achèvement, l'entrepreneur procédera à la mise en route de l'installation, selon les prescriptions au C.C.T.P.

Le personnel devant exploiter ultérieurement les installations sera mis à disposition par le maître d'ouvrage de manière à :

- être formé par l'entrepreneur qui devra obligatoirement assurer cette formation,
- participer aux phases de contrôle en fonctionnement de manière à assurer que n'apparaissent pas des problèmes mettant en cause la sécurité du personnel, le bon entretien ou le bon fonctionnement des installations en conditions d'exploitation.

Toutefois, durant cette phase, l'entretien, le réglage, le fonctionnement des installations sont à la charge de l'entreprise qui en assume la responsabilité.

Durant cette période, le maître d'ouvrage aura la charge des éléments suivants :

- fourniture d'énergie,
- fourniture d'eau potable,
- fourniture des réactifs du process, les petits consommables,
- évacuation des boues.

Pour le reste, les charges de fonctionnement (analyses, etc.) sont à la charge de l'entreprise.

22.2.2.3. Période d'observation

Durant cette période définie au C.C.T.P., le fonctionnement des installations se fait sous la garde, la responsabilité et la conduite de l'entrepreneur.

L'observation de la bonne marche de l'installation se fait sous le contrôle du Maître d'Ouvrage, le personnel devra exploiter ultérieurement des installations étant associées à cette démarche.

Durant la période d'observation, l'entretien, le réglage, le fonctionnement des installations sont à la charge de l'entrepreneur, qui en assurera la responsabilité. Le maître d'ouvrage aura la charge des éléments suivants :

- énergie,
- eau potable,
- fourniture des réactifs du process de traitement, petits consommables,
- évacuation des boues et des refus.

Pour le reste, les charges annexes de fonctionnement (analyses, etc.) sont à la charge de l'entreprise.

22.2.2.4. Essais de garantie

Ces essais officiels de fonctionnement qui auront lieu sous la conduite de l'entrepreneur et en présence des représentants du maître d'ouvrage, porteront sur l'efficacité du traitement et le contrôle des performances selon les modalités décrites au C.C.T.P.

22.2.2.5. Réception

Le bilan de réception des installations est à la charge financière de l'entreprise. Il sera réalisé par un organisme agréé par le Maître d'Ouvrage et ses représentants.

22.3. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Il sera fait application du Cahier des Clauses Administratives Générales.

22.4. Documents fournis après exécution

Par dérogation à l'article 40 du C.C.A.G., les plans et autres documents conformes à l'exécution seront fournis au plus tard trois semaines après la réception, en trois (3) exemplaires, plus 1 exemplaire informatique.

Ces plans de récolement et autres dessins conformes à l'exécution comprendront : plans d'implantation (faisant figurer avec précision les tracés et les diamètres de toutes les canalisations et des câbles électriques) ; plans de coffrage et de ferrailage de chaque ouvrage.

22.5. Garanties de parfait achèvement

Sauf garantie particulière ci-après, le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à **1 an** (non compris la période d'observation) pour l'ensemble des ouvrages et à compter de la date d'effet de la réception des ouvrages acceptés sans réserve telle que définie à l'article 25.2 précédent.

22.6. Garanties particulières

- **Equipements électromécaniques :**

Garantie particulière de bon fonctionnement : **2 ans**.

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le remplacement ou la réparation de toutes pièces présentant des défauts d'usure, de résistance, de déformation ou de ces caractéristiques normales de fonctionnement électrique ou mécanique.

Cette garantie ne concerne pas les pièces d'usure normales rentrant dans le cadre de l'entretien des appareillages et désignées comme telles dans les notices d'entretien fournies par l'entrepreneur.

- **Serrurerie :**

Garantie particulière de bonne tenue : **5 ans**.

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le remplacement de toutes les pièces présentant des défauts de déformation, résistance ou corrosion que ceux-ci proviennent des matériaux, de la structure ou des conditions d'exécution.

- **Hydraulique :**

Garantie particulière d'étanchéité : **10 ans**.

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage, les travaux nécessaires pour remédier à tous défauts d'étanchéité sur les réseaux de canalisation, y compris pièces spéciales et équipements de contenance (cuves), que ces défauts proviennent des matériaux ou des conditions d'exécution.

- **Corrosion – Oxydation :**

- Structures métalliques en acier galvanisé aluminium, inox : Garantie particulière contre l'oxydation et la corrosion : **5 ans**.
- Structures métalliques en acier : Garantie particulière du système de protection : **5 ans**.

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le C.C.T.G.

- Garantie particulière des matériaux de type nouveau, durée minimale : **5 ans**.

Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas ou pendant le délai fixé la tenue de ces matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais, sur simple demande par les matériaux et fournitures désignées par le maître d'ouvrage après avis du maître d'œuvre.

- **Génie civil :**

- Garantie particulière de bonne tenue des ouvrages : **10 ans.**

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts suivants :

- Défauts d'étanchéité des ouvrages, y compris canalisations au-delà des tolérances du C.C.T.P.,
- Défauts d'horizontalité des ouvrages au-delà des tolérances du C.C.T.P.,
- Défauts de résistance des bétons : désagrégation, usure chimique, réduction du recouvrement des ferrailles,
- Défauts d'étanchéité des couvertures des bâtiments.
- Garantie particulière contre les défauts structurels graves : **10 ans.**

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer tous les travaux nécessaires pour remédier à des défauts mettant en cause la résistance des ouvrages (fissurations importantes) ainsi qu'aux préjudices occasionnés par la rupture d'ouvrage en béton armé.

- **Espaces verts :**

- Garantie de survie des transplants : **2 ans.**

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à remplacer tous les arbres ou arbustes plantés par ses soins qui n'auraient pas survécu, pour quelque cause que ce soit.

23. Assurance en cours de travaux

23.1. Assurance tous risques chantier

L'entrepreneur devra souscrire une police « TOUS RISQUES CHANTIER » spécifique au présent marché couvrant les garanties suivantes :

23.1.1. Pendant la période de construction :

A compter du déchargement effectué sur le site et jusqu'à réception, sont garantis, y compris pendant les essais, toutes pertes ou dommages à l'ouvrage et aux matériaux destinés à devenir partie intégrante dans la construction, sous réserve des exclusions stipulées au contrat.

Les risques couverts sont notamment : incendie et explosions, dégâts des eaux, accidents de manutention, vols sous certaines limites, événements naturels (tels qu'inondations, orages, catastrophes naturelles), actes de malveillance, sabotage, attentats, bris de machine, dommages dus à des vices de conception et de matière ainsi que des erreurs de montage, effondrement, menace grave et imminente d'effondrement, y compris pour les ouvrages existants sur le site.

Compte tenu de cette assurance, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'aucun événement de ce genre pour justifier une plus-value au montant des travaux.

23.1.2. Pendant la période de maintenance et d'exploitation commune :

Sont garantis toutes pertes ou dommages à l'ouvrage provenant :

- De retour des entreprises sur le site ou d'une cause antérieure à la réception de l'ouvrage.

Sont exclus pendant cette période :

- Foudre, explosions,
- Dommages relevant des articles 1792 et suivants du Code Civil.

L'entrepreneur devra adresser au Maître d'Ouvrage l'attestation d'assurance spécifique au présent marché, avant la signature du marché. Si l'attestation d'assurance n'est pas adressée avant la présentation de premier décompte, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'en bloquer le mandatement jusqu'à ce que l'entrepreneur délivre cette pièce, sans que ce décalage de mandatement ouvre droit à des intérêts moratoires.

L'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants, afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

23.2. Assurance de responsabilité

L'entrepreneur est tenu d'avoir et de tenir en état de validité une police dite « Individuelle de base », « décennale entrepreneur » ou équivalent.

Cette police devra garantir la réparation des dommages résultant tant d'un écroulement total ou partiel des ouvrages en cours de travaux, que des désordres engageant sa responsabilité décennale, telle qu'elle est définie aux articles 1792, 1792-2 à 1792-6 du Code Civil.

L'entrepreneur devra adresser au maître d'ouvrage l'attestation d'assurance spécifique au présent marché, avant la signature du marché. Si l'attestation d'assurance n'est pas adressée avant la présentation du premier décompte, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'en bloquer le mandatement jusqu'à ce que l'entrepreneur délivre cette pièce, sans que décalage de mandatement ouvre droit à des intérêts moratoires.

L'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants, afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

23.3. Assurance dommages – ouvrages

Dans le cadre de la loi 78-12 du 4 janvier 1978 (article L. 242-1 du Code des Assurances), si le maître d'ouvrage souscrit une police « Dommages – Ouvrages », les entreprises lui fourniront les éléments nécessaires pour remplir la proposition d'assurance.

Le paiement de la prime d'assurance sera fait directement par le maître d'ouvrage, sans aucune retenue à l'entrepreneur. Cependant toute surprime exigée par les assurances du fait d'un entrepreneur, sera mise à la charge de ce dernier, et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

23.4. Assurance décennale en capitalisation

L'entreprise retenue devra obligatoirement prendre une assurance décennale en capitalisation pour l'ouvrage à réaliser.

23.5. En cas de sinistre en cours de chantier

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

Si le maître d'ouvrage ne souscrit pas de police dommages - ouvrage, il pourra demander aux entreprises de souscrire un complément de garantie à une hauteur compatible avec le coût total des travaux.

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs, ainsi que l'assureur de la police dommages - ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

23.6. Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur agit en double qualité de concepteur et de réalisateur même si tout ou partie de la conception est établie par un tiers.

Les règles d'exécution imposées à l'entrepreneur par le présent C.C.A.P. et le C.C.T.P., le contrôle et la surveillance technique exercés par une dérogation à ce principe, sont destinées à assurer l'observation des précautions essentielles mais ne sont pas limitatives et l'entrepreneur reste entièrement responsable de la solidité et de la tenue de ses ouvrages, du respect des objectifs de traitement, des défauts, malfaçons, vices, etc., ainsi que des erreurs de calculs ou de conception.

L'entrepreneur conserve son entière responsabilité vis-à-vis des voisins ou des ouvrages et des conduites de services publics (E.D.F., G.D.F., Télécom, réseaux de collectivités locales) pour tout ce qui concernent les conséquences, quelles qu'elles soient, de l'emploi du système adopté par lui pour l'exécution des travaux.

En cas de désordres directs ou indirects dus à l'exécution des travaux, il sera tenu de prendre toutes dispositions utiles pour y pallier. Il ne pourra se prévaloir d'absence d'ordres reçus du Maître d'Ouvrage.

L'entrepreneur devra assurer à ses frais et risques dans les meilleurs délais, les mesures conservatoires, les travaux confortatifs, les réparations, les réfections et remplacements rendus par son fait utiles et nécessaires, ainsi que tous les paiements au tiers d'indemnités et dommages.

L'entrepreneur dégage le maître d'ouvrage de tous recours ou poursuites engagées par des tiers lésés du fait des dégâts qui résulteraient de l'emploi du système adopté par lui pour l'exécution de ses travaux.

24. Résiliation du contrat

24.1. Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222- 7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

24.2. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à le pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

25. Règlement des litiges et langues

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

26. Dérogation aux documents généraux

- ◆ L'Article 12.3.1 du présent cahier déroge à l'Article 20.2 du C.C.A.G.
- ◆ L'Article 23.4 déroge à l'Article 40 du C.C.A.G.

Lu et approuvé par le candidat soussigné pour être joint à son acte d'engagement

En date du

A

Le